

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-retrait-de-l-armee-syrienne-du-Liban-risquent-d-etre-denatures-et-instrumentalises>

Le retrait de l'armée syrienne du Liban, risquent d'être dénaturés et instrumentalisés.

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : vendredi 4 mars 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La tempête politique déclenchée par l'assassinat de l'ancien Premier Ministre Rafik Hariri et qui vient de déboucher sur la démission du gouvernement libanais dirigé par Omar Karamé peut-elle ramener la paix et la démocratie au Liban et en Syrie ? Pour plusieurs, la question est banale : le peuple libanais veut se libérer de la tutelle d'un État étranger, point à la ligne. C'est un droit que l'on concède aisément à tous les peuples. Mais est-ce si simple vraiment ? Rien ne l'est au Proche-Orient, encore moins aujourd'hui qu'avant depuis que les Etats-Unis ont entrepris leur « réingénierie » de la région.

Par Pierre Beaudet

Canada, le mardi 1er mars 2005

Les contradictions libanaises

Les manifestations à Beyrouth qui ont provoqué la chute du gouvernement rassemblaient de toute évidence beaucoup de monde. Mais il serait faux de prétendre qu'il représente la totalité de la population. Il n'y avait qu'à voir les images d'une foule généralement jeune, d'allure occidentale, pour voir que les gens venaient majoritairement des quartiers aisés de la capitale où sont concentrées les populations maronites.

Ce n'est pas un hasard si les personnalités qui ont coalisé ce mouvement sont principalement des leaders maronites, notamment l'ancien chef de l'armée Michel Aoun (réfugié à Paris depuis plusieurs années), Amin Gémayel, l'ancien Premier Ministre mis en place dans le sillon de l'invasion israélienne de 1982 et surtout le Patriarche Mar Nasrallah Boutros Sfeir qui préside l'Église maronite lui-même. Exception notable à cette règle, le leader druze Walid Jumblatt, en dissidence depuis quelque temps de Damas et qui affirme que la présence de l'armée syrienne au Liban doit cesser.

Si cette coalition en mène large, il importe de voir qui n'en fait pas partie. De toute évidence, des populations qui sont généralement en marge du système politique libanais ne sont pas présentes. À Tripoli qui est la deuxième ville du pays et où domine la communauté musulmane sunnite, les manifestants sont sortis dans la rue pour demander non pas le retrait de l'armée syrienne mais le maintien du gouvernement et du président Lahoud ! Du côté chi'ite qui est probablement la communauté la plus importante en nombre au Liban, les opinions sont partagées. Les deux principales organisations enracinées dans cette communauté, le mouvement Amal et surtout Hezbollah, sont restées à l'écart des manifestations. Les médias occidentaux qualifient généralement ces groupes de « pro-syriens ».

Ils sont accusés par Washington et Tel-Aviv d'être les « empêcheurs de tourner en rond » dans la région et d'être liés au terrorisme et à l'« axe du mal » dont la Syrie et l'Iran. La majorité des Libanais cependant récuse ce simplisme. Tout le monde ou presque sait que ce sont des mouvements libanais qui se sont développés dans la lutte pour défendre les chi'ites au moment où existait une alliance entre l'élite maronite et Israël, à la fin des années 1970. Des Libanais de toute allégeance et de toutes les communautés admettent que sans la résistance d'Hezbollah, Israël aurait probablement transformé le sud du Liban en un autre « territoire occupé ».

Il est important de noter que Walid Jumblatt notamment a fortement invité Hezbollah à rejoindre le mouvement pour réclamer le départ de l'armée syrienne pour s'assurer que le projet soit réellement national. Le leader d'Hezbollah, Sayed Hassan Nasrallah, s'est montré sensible à cet appel. Jumblatt a également mis en garde ses supporters de ne pas « glisser dans une dérive anti-syrienne qui pourrait prendre des connotations racistes ». Dans certains quartiers de Beyrouth, des travailleurs d'origine syrienne, qui n'ont rien à voir avec la présence de l'armée, ont été

Le retrait de l'armée syrienne du Liban, risquent d'être dénaturés et instrumentalisés.

agressés par des groupes de fiers-à-bras, sous prétexte de « libérer la patrie ». Pour Walid Jumblatt, « la Syrie n'est pas l'ennemie du Liban ». Si le retrait de l'armée syrienne est important, c'est que cela permettra selon le chef druze de « reconstruire des relations basées sur l'égalité ».

Il est assez évident cependant que derrière le mouvement pour réclamer le départ de la Syrie se profilent également des revanchards, dont certains leaders libanais qui avaient été évincés par les changements d'alliances et les confrontations tout au long des années 70 et 80. Il faut se souvenir que la majorité des Libanais avait accueilli l'arrivée des Syriens comme un « moindre mal » destiné à calmer le jeu et rétablir une sorte de paix. Les accords dits de Taef en 1989 avaient consacré ce compromis à la fois endossé par les principales formations politiques libanaises et les États de la région. Avec la présence syrienne comme force d'interposition, Taef avait également accepté le fait que la résistance anti-israélienne dans le sud du pays faisait également partie du « pacte national », à la fois comme une nécessité historique et un devoir patriotique.

Les contradictions syriennes

Si le mouvement actuel risque d'imposer le retrait de l'armée syrienne du Liban, c'est que la Syrie est également en convulsion. Le régime autoritaire qui a réussi à survivre à la disparition d'Hafez El-Assad est à bout de souffle, en dépit des efforts (mitigés) de son fils Bashar au pouvoir depuis quelques années.

D'abord la population en a marre des structures étouffantes et corrompues qui enferment la nation syrienne dans un étau très lourd. Même si la répression n'est plus ce qu'elle était et que des intellectuels et d'autres courants politiques disposent de plus d'espace, c'est trop peu et trop tard. D'autre part, l'économie est à terre, faute d'investissements et du fait que les principaux circuits industriels et commerciaux ont été captés par des mafias plus ou moins liées aux appareils de sécurité. Ce sont d'ailleurs ces mêmes appareils qui tiennent à garder le contrôle au Liban, puisqu'ils y ont installé de lucratifs trafics.

Le général syrien Rustom Ghazaleh, qui commande les troupes syriennes au Liban, est très critiqué pour les exactions et les manipulations dont sont responsables ces appareils plus ou moins occultes. Devant tout cela, les Syriens ne sont pas dupes. Une pétition signée par 200 intellectuels connus a été récemment publicisée, réclamant le départ de l'armée syrienne du Liban. Pour ceux-ci, la démocratisation de leur pays passe par la fin de l'ingérence dans l'autre.

Les contradictions américaines

L'administration américaine se sent confortée des appels de certains leaders libanais qui leur demandent de venir les aider « comme ils ont fait en Irak ». La secrétaire d'État Condo Rice et le secrétaire d'état à la défense Donald Rumsfeld exigent le retrait sans condition de la Syrie en conformité avec la résolution 1559 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU en septembre dernier. Mais cela ne s'arrête pas là.

Les Syriens selon Rumsfeld doivent cesser leur appui à la résistance irakienne et éradiquer les mouvements de résistance anti-israéliens, dont en premier lieu Hezbollah. Le « nouveau » Proche-Orient imaginé par les néoconservateurs qui dominent l'administration américaine actuellement doit être « purgé » des opposants à la domination américaine. Il importe également de conforter le gouvernement d'Ariel Sharon qui veut imposer aux Palestiniens une « capitulation tranquille » en leur cédant en guise d'État palestinien la bande de Gaza tout en consolidant son emprise sur la Cisjordanie et Jérusalem-Est (où réside la majorité des Palestiniens des territoires occupés) et sur d'autres territoires conquis par Israël en 1967, notamment le plateau du Golan (qui appartient à la Syrie).

Le retrait de l'armée syrienne du Liban, risquent d'être dénaturés et instrumentalisés.

Il y a donc dans le moment actuel une excellente « occasion » (selon l'expression de C. Rice) pour renforcer l'emprise américaine sur la région. Ce qui serait certes un baume dans le contexte de la crise irakienne qui ne semble pas faiblir en dépit d'une armée d'occupation qui compte plus de 150 000 GI.

La Syrie n'a pas le choix

S'il veut survivre, le régime de Bashar al Assad n'a pas d'autre option que de retirer son armée. L'avenir de la Syrie comme pays est peut-être même en jeu, si on regarde ce qui est arrivé à l'Irak. Mais le retrait de l'armée sera-t-il suffisant pour stopper l'offensive anti-syrienne actuelle ? « Pour le moment » affirme C. Rice, les Etats-Unis ne veulent pas déstabiliser la Syrie. Mais les ambitions avouées des néoconservateurs vont plus loin : il s'agit de refaire la carte du Proche-Orient, rien de moins.

La démocratisation » dont on parle signifie l'inféodation aux intérêts stratégiques des Etats-Unis, que cela au niveau du contrôle des ressources pétrolières qu'au niveau de la « lutte contre le terrorisme ». L'impasse est donc profonde car des mouvements légitimes, comme celui qui réclame le retrait de l'armée syrienne du Liban, risquent d'être dénaturés et instrumentalisés.